

**DIRECTION DE L'HYGIENE, DE LA PREVENTION  
DES RISQUES ET DE L'ENVIRONNEMENT**  
Secteur Inspection Hygiène et Sécurité ERP  
1 à 3 RUE DES MINIMES  
37926 TOURS CEDEX 9

UNIVERSITE DE TOURS  
MONSIEUR LE PRESIDENT  
60 RUE DU PLAT D'ETAIN  
BP 12050  
37020 TOURS CEDEX 1

Site Internet : [www.tours.fr](http://www.tours.fr)

Tours, le **15 SEP. 2022**

**Réf. : IN/EM/2022/CCS-076**

**Objet : Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements  
Recevant du Public – Notification du Maire**

**ERP n° E-261-00074-001 – TYPES : R S – CATÉGORIE : 3ème**

**ERP n° E-261-00074-018 – TYPES : R S – CATÉGORIE : 3ème**

**UNIVERSITE DE TOURS (S&T) : NOUVEAU BATIMENT G ET ANCIEN BATIMENT G – Avenue  
Monge à Tours**

**Dossier suivi par : I. NOEL - 02.47.21.65.73 ; i.noel@ville-tours.fr**

**P.J : 1 procès-verbal de visite périodique (nouveau bâtiment G)**

**1 arrêté d'autorisation de poursuite d'exploitation n°TOSC\_2022\_1464**

**1 procès-verbal de visite de réception (nouveau bâtiment G)**

**1 arrêté d'autorisation d'ouverture n°TOSC\_2022\_1465**

**(relatif aux travaux référencés AT 037 261 19 T0073, AT 037 261 20 T0019 et AT  
037 261 20 T0153\*)**

**1 procès-verbal de visite périodique (ancien bâtiment G)**

**1 arrêté d'autorisation de poursuite d'exploitation n°TOSC\_2022\_1466**

**Recommandé avec A.R : 1A 199 215 6615 1**

Monsieur le Président,

Un avis favorable a été émis par la Commission Communale de Sécurité, lors des visites périodiques et de réception en date du 17 mai 2022 au sein des établissements cités en objet.

Je vous autorise à poursuivre l'exploitation et à ouvrir au public vos établissements concernés par les travaux réceptionnés, et vous prie de trouver joints également à la présente, les procès-verbaux de visite ainsi que les arrêtés d'autorisation correspondants.

Néanmoins, il vous appartient de réaliser les prescriptions émises par ladite commission dans ses procès-verbaux et je vous demande de bien vouloir les faire respecter dans les délais fixés par l'article 2 des arrêtés.

Enfin, ces autorisations ne font pas échec à l'application des mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire prescrites par le décret n°2021-699 du 01 juin 2021 modifié, ainsi que par tout acte réglementaire ou législatif à venir dans ce cadre.

Mes services se tiennent à votre disposition pour tous renseignements complémentaires.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations distinguées.

**Pour Le Maire,  
L'Adjoint délégué,**



A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Geiger", written over the official stamp.

**Philippe GEIGER**

Copies :

- SDIS 37 – Service Prévention
- Rectorat de l'Académie d'Orléans-Tours

Vos informations font l'objet d'un traitement informatisé réservé à l'usage exclusif de la Ville de Tours. La Ville de Tours s'engage conformément à la nouvelle réglementation en vigueur à garantir la sécurité et la confidentialité de vos données personnelles et de ne pas utiliser vos données à d'autres fins que le contrôle administratif et technique des règles contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur. La durée du traitement est de 2 ans. Pour exercer votre droit d'accès, de rectification et d'effacement de vos données, veuillez contacter notre délégué à la protection des données ([donneespersonnelles@ville-tours.fr](mailto:donneespersonnelles@ville-tours.fr)) ou par courrier à : Délégué à la protection des données – 1 à 3 rue des Minimes – 37926 TOURS CEDEX 9 – 02.47.21.61.00

Les décisions de la Ville peuvent faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de la décision contestée à l'attention de M. le Maire (art. R421-1 du Code de Justice Administrative). Le silence de l'administration durant deux mois vaut décision de refus. Elles peuvent faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex 1 ou par l'application «Télérecours citoyens» accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr> dans les deux mois de notification de la décision ou du refus au recours gracieux.



# PRÉFÈTE D'INDRE- ET-LOIRE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

## COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ DE LA VILLE DE TOURS

SDIS/Service Prévention

VSR/PVE/D-2022-002858

CSA27

Affaire suivie par :

Lieutenant PERRUDIN Olivier

DHPRE		A- 22-271
30 JUIN 2022		
Attrib.	Info.	VISA

Tours, le 17 mai 2022

### PROCÈS-VERBAL DE RÉUNION DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ

Numéro d'ordre : CCS22073  
Numéro E.R.P. : E-261-00074-001

## 1 OBJET : VISITE PÉRIODIQUE D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

(article R. 143-41 du code de la construction et de l'habitation)

### 1.1 Date de la visite

Mardi 17 mai 2022

### 1.2 Établissement

Université de Tours Sciences & Techniques : nouveau bâtiment G  
Avenue Monge  
Tours

### 1.3 Date de la dernière visite

12 décembre 2019

Avis : Favorable

## 2 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Cet établissement est soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, articles R. 143-1 à R. 143-47, ainsi qu'au règlement de sécurité afférent approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

Cet ERP fait partie du groupement d'établissements : Université de Tours - site Monge.

### 2.1 Classement

Type : R S

Catégorie : 3<sup>e</sup>

Effectif : 671 personnes

- 670 personnes au titre du public (sur déclaration du chef d'établissement) ;
- 1 personne au titre du personnel.

### 2.2 Historique des demandes de dérogations au règlement de sécurité

Cet établissement ne fait pas l'objet de dérogation au règlement de sécurité.



### 3 PERSONNES PRÉSENTES

#### 3.1 Membres avec voix délibérative

- Président : M. Maxence BRAND

- S.D.I.S. : Lieutenant Olivier PERRUDIN

#### 3.2 Représentants de l'établissement

- M. Thomas BERGERET, responsable technique immobilier.
- M. Jérôme DELANOUE, responsable service PEPSS Université.
- M. Lionel HORNEBECK, chargé d'opérations Université de Tours.
- Mme Katrina KALDA, responsable bibliothèque universitaire de Tours.
- M. Jérémie MORIN, chargé sécurité incendie.
- M. Jean-Philippe ROY, responsable ateliers A.T.I. Grandmont.
- M. Julien TISSIER, ingénieur numérique.
- Mme Elodie VAN DEN BOOM, chargée d'opérations Université de Tours.

### 4 TRAVAUX DE LA COMMISSION

#### 4.1 Examen des rapports de vérifications techniques

- Registre de sécurité : existant et renseigné.

Nature de l'opération	Opérat. réalisée		Prestataire	Date de vérification ou d'entretien-maintenance Numéro de rapports	Rapport ou justificatif présenté		Présence et nb de remarq.		Remarq. levées et nombre	
	oui	non			oui	non	oui	non	oui	non
Installations électriques y compris paratonnerres (EL19)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	02/07/2021 N° 9274231/98.2.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Éclairage de sécurité (EC15)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	02/07/2021 N° 9274231/98.2.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations élect. - protection des travailleurs (EL4)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	02/07/2021 N° 9274231/98.2.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations de chauffage (CH58)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	DALKIA	Mensuel	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ascenseurs (AS9)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	07/07/2021 N° 9274231/198.2.1 N° 9274231/396.1.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations de désenfumage (DF10)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	INEO	07/04/2022 N°SSI-TP-2020-02-27-01	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations fixes et mobiles (MS 73) Extincteurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	CHUBB	15/09/2021	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Nature de l'opération	Opérat. réalisée		Prestataire	Date de vérification ou d'entretien-maintenance Numéro de rapports	Rapport ou justificatif présenté		Présence et nb de remarq.		Remarq. levées et nombre	
	oui	non			oui	non	oui	non	oui	non
Défibrillateur automatisé externe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SCHILLER		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Formation du personnel : dernière formation réalisée le 7 avril 2022 (5 personnes formées à être équipiers de première intervention).
- Exercice d'évacuation : dernier exercice réalisé le 10 mai 2022.
- Mesures pour l'évacuation des personnes en situation de handicap : mesures formalisées.

#### 4.2 Contrôle des prescriptions anciennes

Visite périodique du 12 décembre 2019 :

- Exécutées : 1.
- Non exécutées : 0.

#### 4.3 Essais effectués

- Essais réalisés sous coupure générale électrique :
  - o Éclairage de sécurité.
  - o Déclenchement d'alarme sur déclencheur manuel situé à l'entrée du rez-de-chaussée avec déclenchement des asservissements suivants : fermeture des portes coupe-feu, déverrouillage des portes électromagnétiques des issues de secours.
  - o Désenfumage situé dans la salle de lecture.
  - o Ouverture des portes de sortie de secours.
  - o Appel des sapeurs-pompiers.
- Essais réalisés en présence de tension électrique :
  - o Éclairage de sécurité.
  - o Ouverture des portes de sortie de secours.

#### 4.4 Anomalies constatées lors des essais

L'établissement ne possède aucun téléphone urbain secouru en cas de coupure électrique.

### 5 ANALYSE DES RISQUES DE L'ÉTABLISSEMENT

#### 5.1 Risques d'apparition d'un incendie

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.



## 5.2 Risques d'aggravation d'un éventuel incendie :

Un éventuel incendie serait aggravé en raison des éléments suivants :

- La présence d'une observation non levée sur le rapport de vérifications réglementaires après travaux n° 013372000192 (QUALICONSULT en date du 12 mai 2022) relative à la réaction au feu d'une cloison composée de liège : cette cloison non conforme pourrait favoriser le développement d'un feu.
- L'absence de ferme-porte sur la porte de la salle GS 060, utilisée comme local de stockage de divers matériels et pouvant favoriser le développement d'un feu à l'intérieur de cette salle.
- L'absence d'extincteur à proximité du local technique empêchant d'intervenir rapidement en cas de départ de feu à l'intérieur de ce local à risques.
- L'absence de fixation de l'extincteur situé à l'intérieur du magasin de stockage pouvant retarder son utilisation en cas de départ de feu.

## 5.3 Risques de gêne à l'évacuation y compris pour les personnes en situation de handicap

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.

## 5.4 Risques de gêne à l'intervention des secours

Les risques de gêne à l'intervention des secours sont favorisés par :

- L'absence de téléphone urbain secouru en cas de coupure électrique pouvant empêcher d'alerter les secours.

# 6 **AVIS DE LA COMMISSION**

Vu l'analyse de risques réalisée par la commission, celle-ci émet un avis :

**FAVORABLE**

## 6.1 Dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier

- 1°) - Faire vérifier, par des techniciens compétents ou organismes agréés et selon les périodicités mentionnées dans le règlement de sécurité, l'ensemble des installations techniques (article R. 143-34 du code de la construction et de l'habitation).
- 2°) - Tenir à jour le registre de sécurité où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques (article R. 143-44 du code de la construction et de l'habitation).
- 3°) - Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité, sous couvert du maire, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire (article L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

## 6.2 Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la commission **propose** la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

- 1°) - Lever l'observation n° 1 du rapport de vérifications réglementaires en après travaux n° 013372000192 établi par l'organisme agréé QUALICONSULT en date du 12 mai 2022. Cette observation précise que la réaction au feu d'une cloison composée de liège n'est pas conforme à l'article AM 4 (articles R. 143-3 et R. 143-34 du code de la construction et de l'habitation).

- 2°) - Installer un ferme-porte sur la porte de la salle GS 060 utilisée comme un local de stockage, afin d'isoler réglementairement ce local comme un local à risques (article CO 28).
- 3°) - Installer à proximité du local technique un extincteur approprié aux risques de ce local (article MS 39).
- 4°) - Permettre une liaison audible avec les sapeurs-pompiers par téléphone dans l'établissement et garantir, au moyen d'un onduleur/batterie, la continuité de l'alimentation électrique du terminal et de la box en cas de coupure électrique (article MS 70).
- 5°) - Fixer au mur l'extincteur situé dans le magasin de stockage (article MS 39).

Le Président de séance,



**Maxence BRAND**

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Brand", written over a horizontal line.







REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

MAIRIE DE TOURS

UNIVERSITE DE TOURS  
MONSIEUR LE PRESIDENT  
60 RUE DU PLAT D'ETAIN  
BP 12050  
37020 TOURS CEDEX 1

Le Maire de Tours,

AUTORISATION DE  
POURSUITE  
D'EXPLOITATION D'UN  
ETABLISSEMENT  
RECEVANT DU PUBLIC  
ERP N°E-261-00074-001

N° TOSC\_2022\_1464

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
et notamment l'article L 2212-2,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation,

VU le décret 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la  
commission consultative départementale de sécurité et  
d'accessibilité,

VU l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant  
règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de  
panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à  
la 4<sup>ème</sup> catégorie,

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 relatif au  
fonctionnement de la Commission Communale de Tours pour  
la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les  
établissements recevant du public,

VU l'arrêté n° SC\_2022\_0537 du 23 mars 2022 portant  
délégation de fonction et de signature en matière  
d'Etablissement Recevant du Public à Monsieur Philippe  
GEIGER, dixième adjoint au Maire,

VU le décret n°2021-699 du 01 juin 2021 modifié prescrivant  
les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de  
crise sanitaire,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la Commission  
Communale de Sécurité, lors de la visite périodique en date du  
17 mai 2022,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Monsieur le Président de l'établissement « UNIVERSITE DE TOURS (S&T) :  
NOUVEAU BATIMENT G », Etablissement Recevant du Public de types R S et classé en 3<sup>ème</sup>  
catégorie, sis Avenue Monge à Tours est autorisé à poursuivre l'exploitation de son  
établissement.

**ARTICLE 2** : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositions permettant de remédier aux prescriptions émises par la Commission Communale de Sécurité dans son procès-verbal en date du 17 mai 2022, dans les délais impartis :

Prescription n°6-1-1°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-1-2°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-1-3°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-2-1°)	<u>Délai de réalisation</u> : 3 mois
Prescription n°6-2-2°)	<u>Délai de réalisation</u> : 1 mois
Prescription n°6-2-3°)	<u>Délai de réalisation</u> : 1 mois
Prescription n°6-2-4°)	<u>Délai de réalisation</u> : 9 mois
Prescription n°6-2-5°)	<u>Délai de réalisation</u> : 1 mois

**ARTICLE 3** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences règlementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 4** : La présente autorisation peut être retirée à tout moment si de graves infractions au règlement de sécurité venaient à être constatées lors des visites de ladite commission.

**ARTICLE 5** : La présente autorisation ne fait pas obstacle à l'application des mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire prescrites par le décret n°2021-699 du 01 juin 2021 modifié, ainsi que par tout acte réglementaire ou législatif à venir dans ce cadre.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date de notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers à l'attention de Monsieur le Maire (article R421-1 du Code de Justice Administrative). Le silence de l'administration durant deux mois vaut décision de refus.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr> dans les deux mois de notification de la décision ou du refus au recours gracieux.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant en pli recommandé avec accusé de réception et copie sera faite à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, au Rectorat de l'Académie d'Orléans-Tours et à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire pour ampliation.

Fait à TOURS, le 07 juillet 2022

Pour Le Maire,  
L'Adjoint délégué,

signé

Philippe GEIGER





**PRÉFÈTE  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ DE LA VILLE DE TOURS

Tours, le 17 mai 2022

SDIS/Service Prévention

VSR/PVE/D-2022-002870

CSA17

Affaire suivie par :

Lieutenant PERRUDIN Olivier

DHPRE		A= 22-272
30 JUIN 2022		
Attrib.	Info.	VISA

**PROCÈS-VERBAL DE RÉUNION  
DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ**

Numéro d'ordre : CCS22073  
Numéro E.R.P. : E-261-00074-001

### **1 OBJET : VISITE DE RÉCEPTION D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

(article R. 143-38 du code de la construction et de l'habitation)

#### **1.1 Date de la visite**

**Mardi 17 mai 2022**

#### **1.1 Établissement**

**Université de Tours Sciences & Techniques : nouveau bâtiment G**  
Avenue Monge  
Tours

#### **1.2 Date de la dernière visite**

12 décembre 2019

Avis : Favorable

#### **1.3 Références des travaux réceptionnés**

- Nature des travaux : Mise en conformité aux règles d'accessibilité.
- Avis sur dossier AT 037 261 19 T0073.
- N° d'Ordre SCE192007 en date du 16 mai 2019.
- Nature des travaux : Remplacement du système de sécurité incendie.
- Avis sur dossier AT 037 261 20 T0019.
- N° d'Ordre SCE201404 en date du 2 avril 2020.
- Nature des travaux : Travaux de réaménagement du magasin « Ouvrages et thèses ».
- Avis sur dossier AT 037 261 20 T0153\*.
- N° d'Ordre SCE204509 en date du 10 décembre 2020.



## 2 RÉGLEMENTATION APPLICABLE

Cet établissement est soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, articles R. 143-1 à R. 143-47, ainsi qu'au règlement de sécurité afférent approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

Cet ERP fait partie du groupement d'établissements : Université de Tours - site Monge.

### 2.1 Classement

Type : R S

Catégorie : 3<sup>e</sup>

Effectif : 671 personnes

- 670 personnes au titre du public (sur déclaration du chef d'établissement) ;
- 1 personne au titre du personnel.

### 2.2 Historique des demandes de dérogations au règlement de sécurité

Cet établissement ne fait pas l'objet de dérogation au règlement de sécurité.

## 3 ÉTAIENT PRÉSENTS

### 3.1 Membres avec voix délibérative

- Président : M. Maxence BRAND
- S.D.I.S. : Lieutenant Olivier PERRUDIN
- D.D.T. : Mme Stéphanie MICHEL

### 3.2 Représentants de l'établissement

- M. Thomas BERGERET, responsable technique immobilier.
- M. Jérôme DELANOUE, responsable service PEPSS Université.
- M. Lionel HORNEBECK, chargé d'opérations Université de Tours.
- Mme Katrina KALDA, responsable bibliothèque universitaire de Tours.
- M. Jérémy MORIN, chargé sécurité incendie.
- M. Jean-Philippe ROY, responsable ateliers A.T.I. Grandmont.
- M. Julien TISSIER, ingénieur numérique.
- Mme Elodie VAN DEN BOOM, chargée d'opérations Université de Tours.

## 4 TRAVAUX DE LA COMMISSION

### 4.1 Examen des rapports de vérifications techniques

- Registre de sécurité : existant et renseigné.
- Trois attestations du maître d'ouvrage sur la solidité.
- Trois attestations et relevés des conclusions du bureau de contrôle sur la solidité établis par QUALICONSLT les 9 décembre 2020, 4 avril 2021 et 12 mai 2022.
- Trois rapports de vérifications réglementaires après travaux établis par QUALICONSLT, référence :
  - n° 013371700235-6 en date du 9 décembre 2020 ;
  - n° 013371900532-5 en date du 4 avril 2021 ;
  - n° 013372000192 en date du 12 mai 2022.
- Procès-verbal de réception du système de sécurité incendie établi par IPS le 26 novembre 2020.

#### 4.2 Contrôle des prescriptions émises lors des études de dossiers

- Exécutées : toutes.
- Non exécutées : /

#### 4.3 Essais effectués

- Essais réalisés sous coupure générale électrique :
  - o Éclairage de sécurité.
  - o Déclenchement d'alarme sur déclencheur manuel situé à l'entrée du nouveau bâtiment G (rez-de-chaussée), avec déclenchement des asservissements suivants : fermeture des portes coupe-feu, déverrouillage des portes électromagnétiques des issues de secours.
  - o Désenfumage situé dans la salle de lecture.
  - o Ouverture des portes de sortie de secours.
  - o Appel des sapeurs-pompiers.
- Essais réalisés en présence de tension électrique :
  - o Éclairage de sécurité.
  - o Ouverture des portes de sortie de secours.

#### 4.4 Anomalies constatées lors des essais

L'établissement ne possède aucun téléphone urbain secouru en cas de coupure électrique.

### 5 ANALYSE DES RISQUES DE L'ÉTABLISSEMENT

#### 5.1 Risques d'apparition d'un incendie

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.

#### 5.2 Risques d'aggravation d'un éventuel incendie

Un éventuel incendie serait aggravé en raison des éléments suivants :

- La présence d'une observation non levée sur le rapport de vérifications réglementaires après travaux n° 013372000192 (QUALICONSULT en date du 12 mai 2022) relative à la réaction au feu d'une cloison composée de liège : cette cloison non conforme pourrait favoriser le développement d'un feu.
- L'absence de ferme-porte sur la porte de la salle GS 060, utilisée comme local de stockage de divers matériels et pouvant favoriser le développement d'un feu à l'intérieur de cette salle.
- L'absence d'extincteur à proximité du local technique empêchant d'intervenir rapidement en cas de départ de feu à l'intérieur de ce local à risques.
- L'absence de fixation de l'extincteur situé à l'intérieur du magasin de stockage pouvant retarder son utilisation en cas de départ de feu.

#### 5.3 Risques de gêne à l'évacuation y compris pour les personnes en situation de handicap

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.



#### 5.4 Risques de gêne à l'intervention des secours

Les risques de gêne à l'intervention des secours sont favorisés par :

- L'absence de téléphone urbain secouru en cas de coupure électrique pouvant empêcher d'alerter les secours.

## 6 AVIS DE LA COMMISSION

Vu l'analyse de risques réalisée par la commission, celle-ci émet un avis :

**FAVORABLE**

#### 6.1 Dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier

- 1°) - Faire vérifier, par des techniciens compétents ou organismes agréés et selon les périodicités mentionnées dans le règlement de sécurité, l'ensemble des installations techniques (article R. 143-34 du code de la construction et de l'habitation).
- 2°) - Tenir à jour le registre de sécurité où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques (article R. 143-44 du code de la construction et de l'habitation).
- 3°) - Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité, sous couvert du maire de la commune, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire (article L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

#### 6.2 Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la commission **propose** la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

- 1°) - Lever l'observation n° 1 du rapport de vérifications réglementaires après travaux n° 013372000192 établi par l'organisme agréé QUALICONSULT en date du 12 mai 2022. Cette observation précise que la réaction au feu d'une cloison composée de liège n'est pas conforme à l'article AM 4 (articles R. 143-3 et R. 143-34 du code de la construction et de l'habitation).
- 2°) - Installer un ferme-porte sur la porte de la salle GS 060, utilisée comme un local de stockage, afin d'isoler réglementairement ce local comme un local à risques (article CO 28).
- 3°) - Installer à proximité du local technique un extincteur approprié aux risques de ce local (article MS 39).
- 4°) - Permettre une liaison audible avec les sapeurs-pompiers par téléphone dans l'établissement et garantir, au moyen d'un onduleur/batterie, la continuité de l'alimentation électrique du terminal et de la box en cas de coupure électrique (article MS 70).
- 5°) - Fixer au mur l'extincteur situé dans le magasin de stockage (article MS 39).



Le Président de séance,

**Maxence BRAND**





UNIVERSITE DE TOURS  
MONSIEUR LE PRESIDENT  
60 RUE DU PLAT D'ETAIN  
BP 12050  
37020 TOURS CEDEX 1

Le Maire de Tours,

AUTORISATION  
D'OUVERTURE AU PUBLIC  
D'UN ETABLISSEMENT  
RECEVANT DU PUBLIC  
ERP N°E-261-00074-001

N° TOSC\_2022\_1465

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
et notamment l'article L 2212-2,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation,

VU le décret 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la  
commission consultative départementale de sécurité et  
d'accessibilité,

VU l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant  
règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de  
panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à  
la 4<sup>ème</sup> catégorie,

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 relatif au fonctionnement  
de la Commission Communale de Tours pour la sécurité contre  
les risques d'incendie et de panique dans les établissements  
recevant du public,

VU l'arrêté n° SC\_2022\_0537 du 23 mars 2022 portant  
délégation de fonction et de signature en matière  
d'Etablissement Recevant du Public à Monsieur Philippe GEIGER,  
dixième adjoint au Maire,

VU le décret n°2021-699 du 01 juin 2021 modifié prescrivant  
les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de  
crise sanitaire,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la Commission  
Communale de Sécurité, lors de la visite de réception en date  
du 17 mai 2022,

#### ARRÊTE

**ARTICLE 1 :** Monsieur le Président de l'établissement « UNIVERSITE DE TOURS (S&T) : NOUVEAU BATIMENT G », Etablissement Recevant du Public de types R S et classé en 3<sup>ème</sup> catégorie, sis Avenue Monge à Tours est autorisé à ouvrir au public la partie de son établissement concernée par les travaux réceptionnés (AT 037 261 19 T0073, AT 037 261 20 T0019 et AT 037 261 20 T0153\*), à compter de la date de la visite de réception.

**ARTICLE 2** : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositions permettant de remédier aux prescriptions émises par la Commission Communale de Sécurité dans son procès-verbal en date du 17 mai 2022, dans les délais impartis :

Prescription n°6-1-1°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-1-2°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-1-3°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-2-1°)	<u>Délai de réalisation</u> : 3 mois
Prescription n°6-2-2°)	<u>Délai de réalisation</u> : 1 mois
Prescription n°6-2-3°)	<u>Délai de réalisation</u> : 1 mois
Prescription n°6-2-4°)	<u>Délai de réalisation</u> : 9 mois
Prescription n°6-2-5°)	<u>Délai de réalisation</u> : 1 mois

**ARTICLE 3** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 4** : La présente autorisation peut être retirée à tout moment si de graves infractions au règlement de sécurité venaient à être constatées lors des visites de ladite commission.

**ARTICLE 5** : La présente autorisation ne fait pas obstacle à l'application des mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire prescrites par le décret n°2021-699 du 01 juin 2021 modifié, ainsi que par tout acte réglementaire ou législatif à venir dans ce cadre.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date de notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers à l'attention de Monsieur le Maire (article R421-1 du Code de Justice Administrative). Le silence de l'administration durant deux mois vaut décision de refus.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr> dans les deux mois de notification de la décision ou du refus au recours gracieux.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant en pli recommandé avec accusé de réception et copie sera faite à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, au Rectorat de l'Académie d'Orléans-Tours et à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire pour ampliation.

Fait à TOURS, le 07 juillet 2022

Pour Le Maire,  
L'Adjoint délégué,

signé

Philippe GEIGER





**PRÉFÈTE  
D'INDRE-  
ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## COMMISSION COMMUNALE DE SÉCURITÉ DE LA VILLE DE TOURS

Tours, le 17 mai 2022

SDIS/Service Prévention

VSR/PVE/D-2022-002872

CSA27

Affaire suivie par :

Lieutenant PERRUDIN Olivier

DUPRE		A- 22-270	
30 JUIN 2022			
Attrib.	Info.	VISA	

**PROCÈS-VERBAL DE RÉUNION  
DE LA COMMISSION DE SÉCURITÉ**

**Numéro d'ordre : CCS22074  
Numéro E.R.P. : E-261-00074-018**

### **1 OBJET : VISITE PÉRIODIQUE D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

(article R. 143-41 du code de la construction et de l'habitation)

#### **1.1 Date de la visite**

**Mardi 17 mai 2022**

#### **1.2 Établissement**

**Université de Tours Sciences & Techniques : ancien bâtiment G**  
Avenue Monge  
Tours

#### **1.3 Date de la dernière visite**

12 décembre 2019

Avis : Favorable

### **2 RÉGLEMENTATION APPLICABLE**

Cet établissement est soumis aux dispositions du code de la construction et de l'habitation, articles R. 143-1 à R. 143-47, ainsi qu'au règlement de sécurité afférent approuvé par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié.

Cet ERP fait partie du groupement d'établissements : Université de Tours - site Monge.

#### **2.1 Classement**

Type : **R S**

Catégorie : **3<sup>e</sup>**

Effectif : 321 personnes

- 320 personnes au titre du public (sur déclaration du chef d'établissement) ;
- 1 personne au titre du personnel.



### 3 PERSONNES PRÉSENTES

#### 3.1 Membres avec voix délibérative

- Président : M. Maxence BRAND

- S.D.I.S. : Lieutenant Olivier PERRUDIN

#### 3.2 Représentants de l'établissement

- M. Thomas BERGERET, responsable technique immobilier.
- M. Jérôme DELANOUE, responsable service PEPSS Université.
- Mme Katrina KALDA, responsable bibliothèque universitaire de Tours.
- M. Jérémie MORIN, chargé sécurité incendie.
- M. Jean-Philippe ROY, responsable ateliers A.T.I. Grandmont.
- M. Julien TISSIER, ingénieur numérique.

### 4 TRAVAUX DE LA COMMISSION

#### 4.1 Examen des rapports de vérifications techniques

- Registre de sécurité : existant et renseigné.

Nature de l'opération	Opérat. réalisée		Prestataire	Date de vérification ou d'entretien-maintenance Numéro de rapports	Rapport ou justificatif présenté		Présence et nb de remarq.		Remarq. levées et nombre	
	oui	non			oui	non	oui	non	oui	non
Installations électriques y compris paratonnerres (EL19)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	02/07/2021 N° 9274231/97.2.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Éclairage de sécurité (EC15)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	02/07/2021 N° 9274231/97.2.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations élect. - protection des travailleurs (EL4)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	02/07/2021 N° 9274231/97.2.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	1	<input type="checkbox"/>	1	<input type="checkbox"/>
Installations de chauffage (CH58)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	DALKIA	Mensuel	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Ascenseurs (AS9)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	07/07/2021 N° 9274231/395.1.1 N° 9274231/197.2.1	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations de désenfumage (DF10)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	INEO	07/04/2022 N°SSI-TP-2020-02-27-01	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Installations fixes et mobiles (MS 73) Extincteurs	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	CHUBB	15/09/2021	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système de sécurité incendie (MS 73)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	BUREAU VERITAS	28/11/2021 N° 9274231/275.2.1.R	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Défibrillateur automatisé externe	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	SCHILLER		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Formation du personnel : dernière formation réalisée le 7 avril 2022 (5 personnes formées à être équipiers de première intervention).
- Exercice d'évacuation : dernier exercice réalisé le 10 mai 2022.
- Mesures pour l'évacuation des personnes en situation de handicap : mesures formalisées.

#### 4.2 Contrôle des prescriptions anciennes

Visite périodique du 12 décembre 2019 :

- Exécutées : 1, 4 et 5.
- Non exécutées : 2 et 3.

#### 4.3 Essais effectués

- Essais réalisés sous coupure générale électrique :
  - o Éclairage de sécurité.
  - o Déclenchement d'alarme sur déclencheur manuel situé à l'entrée du rez-de-chaussée du bâtiment G neuf.
  - o Ouverture des portes de sortie de secours.
  - o Appel des sapeurs-pompiers.
- Essais réalisés en présence de tension électrique :
  - o Éclairage de sécurité.
  - o Ouverture des portes de sortie de secours.

#### 4.4 Anomalies constatées lors des essais

L'établissement ne possède aucun téléphone urbain secouru en cas de coupure électrique.

### 5 ANALYSE DES RISQUES DE L'ÉTABLISSEMENT

#### 5.1 Risques d'apparition d'un incendie

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.

#### 5.2 Risques d'aggravation d'un éventuel incendie

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.

#### 5.3 Risques de gêne à l'évacuation y compris pour les personnes en situation de handicap

Aucun risque particulier constaté le jour de la visite.

#### 5.4 Risques de gêne à l'intervention des secours

Les risques de gêne à l'intervention des secours sont favorisés par :

- L'absence de téléphone secouru en cas de coupure électrique, pouvant empêcher d'alerter les secours.
- Les extincteurs doivent être fixés à une hauteur maximale de 1,20 mètre afin de favoriser éventuellement leur utilisation par des personnes de petite taille ou des personnes en fauteuil roulant en cas de sinistre.

## 6 AVIS DE LA COMMISSION

Vu l'analyse de risques réalisée par la commission, celle-ci émet un avis :

**FAVORABLE**

### 6.1 Dispositions administratives obligatoires pour le suivi du dossier

- 1°) - Faire vérifier, par des techniciens compétents ou organismes agréés et selon les périodicités mentionnées dans le règlement de sécurité, l'ensemble des installations techniques (article R. 143-34 du code de la construction et de l'habitation).
- 2°) - Tenir à jour le registre de sécurité où seront notamment consignées les conclusions des vérifications techniques (article R. 143-44 du code de la construction et de l'habitation).
- 3°) - Transmettre au secrétariat de la commission de sécurité, sous couvert du maire, un dossier concernant les éventuels travaux, aménagements ou transformations envisagés même à titre temporaire (article L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

### 6.2 Conformément à l'article 40 du décret n° 95-260 modifié, la commission **propose** la réalisation des prescriptions techniques suivantes :

- 1°) - Permettre une liaison audible avec les sapeurs-pompiers par téléphone dans l'établissement et garantir, au moyen d'un onduleur/batterie, la continuité de l'alimentation électrique du terminal et de la box en cas de coupure électrique (article MS 70).

### Anciennes prescriptions non réalisées

- 2°) - Réaliser le premier exercice durant le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Pour cela, ils doivent être représentatifs d'une situation réaliste préparée à l'avance et être l'occasion d'une information des élèves et du personnel. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R 33).
- 3°) - Installer les extincteurs à hauteur réglementaire (article MS 39).

Le Président de séance,



Maxence BRAND

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Maxence Brand", written over a horizontal line.





REPUBLIQUE FRANÇAISE

DEPARTEMENT D'INDRE-ET-LOIRE

MAIRIE DE TOURS

UNIVERSITE DE TOURS  
MONSIEUR LE PRESIDENT  
60 RUE DU PLAT D'ETAIN  
BP 12050  
37020 TOURS CEDEX 1

Le Maire de Tours,

AUTORISATION DE  
POURSUITE  
D'EXPLOITATION D'UN  
ETABLISSEMENT  
RECEVANT DU PUBLIC  
ERP N°E-261-00074-018

N° TOSC\_2022\_1466

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,  
et notamment l'article L 2212-2,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation,

VU le décret 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la  
commission consultative départementale de sécurité et  
d'accessibilité,

VU l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant  
règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de  
panique dans les établissements recevant du public de la 1<sup>ère</sup> à  
la 4<sup>ème</sup> catégorie,

VU l'arrêté préfectoral du 14 juin 2022 relatif au  
fonctionnement de la Commission Communale de Tours pour  
la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les  
établissements recevant du public,

VU l'arrêté n° SC\_2022\_0537 du 23 mars 2022 portant  
délégation de fonction et de signature en matière  
d'Etablissement Recevant du Public à Monsieur Philippe  
GEIGER, dixième adjoint au Maire,

VU le décret n°2021-699 du 01 juin 2021 modifié prescrivant  
les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de  
crise sanitaire,

CONSIDERANT l'avis favorable émis par la Commission  
Communale de Sécurité, lors de la visite périodique en date du  
17 mai 2022,

ARRÊTE

**ARTICLE 1** : Monsieur le Président de l'établissement « UNIVERSITE DE TOURS (S&T) :  
ANCIEN BATIMENT G », Etablissement Recevant du Public de types R S et classé en 3<sup>ème</sup>  
catégorie, sis Avenue Monge à Tours est autorisé à poursuivre l'exploitation de son  
établissement.

**ARTICLE 2** : Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre les dispositions permettant de remédier aux prescriptions émises par la Commission Communale de Sécurité dans son procès-verbal en date du 17 mai 2022, dans les délais impartis :

Prescription n°6-1-1°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-1-2°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-1-3°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-2-1°)	<u>Délai de réalisation</u> : 9 mois
Prescription n°6-2-2°)	<u>Délai de réalisation</u> : permanent
Prescription n°6-2-3°)	<u>Délai de réalisation</u> : 1 mois

**ARTICLE 3** : L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité incendie et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 4** : La présente autorisation peut être retirée à tout moment si de graves infractions au règlement de sécurité venaient à être constatées lors des visites de ladite commission.

**ARTICLE 5** : La présente autorisation ne fait pas obstacle à l'application des mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire prescrites par le décret n°2021-699 du 01 juin 2021 modifié, ainsi que par tout acte réglementaire ou législatif à venir dans ce cadre.

**ARTICLE 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date de notification pour le bénéficiaire et à compter de l'affichage pour les tiers à l'attention de Monsieur le Maire (article R421-1 du Code de Justice Administrative). Le silence de l'administration durant deux mois vaut décision de refus.

Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Orléans – 28 rue de la Bretonnerie – 45057 Orléans Cedex 1 ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr> dans les deux mois de notification de la décision ou du refus au recours gracieux.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 8** : Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant en pli recommandé avec accusé de réception et copie sera faite à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, au Rectorat de l'Académie d'Orléans-Tours et à Madame la Préfète d'Indre-et-Loire pour ampliation.

Fait à TOURS, le 07 juillet 2022

Pour Le Maire,  
L'Adjoint délégué,

signé

Philippe GEIGER